

QUESTIONNAIRES SUR LE DROIT A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT

(Ministère des Affaires Etrangères)

1. Quels conflits existent dans votre pays entre les différents usages de l'eau (agriculture, industrie, tourisme entre autres) ? Quels sont les principaux défis rencontrés dans votre pays en matière de gestion des ressources en eau et de traitement des eaux usées ayant un impact sur le droit de l'homme ?

Conflit d'usage du point de vue quantitatif et qualitatif existant entre l'eau de consommation et de l'eau utilisée dans le domaine de l'agriculture, industrie et mines :

- exploitation aurifère et l'adduction en eau potable
- agriculteurs et des exploitations d'eau potable

Principaux défis rencontrés dans votre pays en matière de gestion des ressources en eau :

- Le développement du processus et l'application de la gestion intégrée des ressources en eau, en cours de mise en œuvre
- L'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous les citoyens et les générations futures
- La vulgarisation des textes réglementaires en vue de la gestion, de la conservation, de la protection et la mise en valeur des ressources en eaux souvent mal comprises par la population ;
- La régularisation de tous les usagers des ressources en eau (adduction en eau potable, hydroélectricité) et aussi les sociétés utilisatrices des ressources en eau (mines, agro-alimentaire) en une condition nécessaire pour la réalisation du concept GIRE ;

Principaux défis rencontrés dans votre pays dans le cadre du traitement des eaux usées en eau :

- L'actualisation de la norme à appliquer sur les rejets d'eaux usées à Madagascar doit se faire en collaboration avec le Consortium de LACRE (Laboratoire d'Analyse et de Recherche de l'eau) suivant décret N° 2005-603 du 27 septembre 2005 et ses applications respectives.
- La mise en place des structures décentralisées de l'ANDEA (Agence de Bassin et Comité de Bassin) pour être opérationnelle et d'assurer la mise en œuvre du processus GIRE.

2. Comment établissez-vous des priorités entre les différents usages de l'eau dans la législation et les politiques nationales ? Comment ces priorités sont-elles mises en œuvre en pratique ? Rencontrez-vous des défis durant leur mise en œuvre ? Si oui, expliquez s'il vous plaît en quoi ils consistent et quelles mesures ont été prises pour les éliminer.

Priorités entre les différents usages :

- Le Code de l'Eau article 28 compte tenu des normes de potabilité des eaux de consommation (Décret N° 2003-941), stipule qu'en cas de limitation des ressources en eau disponibles, la priorité est donnée à l'approvisionnement en eau potable.
- Aussi, depuis 28 juillet 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a reconnu l'accès à une eau de qualité et à des installations sanitaires comme un droit humain, donc l'eau potable pour la consommation reste la priorité dans la législation et les politiques nationales. De ce fait, lorsqu'il a pu satisfaire aux besoins humains en eau, la répartition de la ressource est effectuée en fonction des autres usages

Mise en pratique des priorités :

- Les conflits ont toujours été résolus à l'amiable entre les protagonistes avec l'arbitrage des autorités locales appuyées par les Services Techniques Déconcentrés

Défis rencontrés dans leur mise en œuvre :

- Oui, défis sur la vulgarisation des textes réglementaires auprès de tous usagers de l'eau est un défi à relever

3. Quelles stratégies, approches et mécanismes guident la gestion des ressources en eau et des eaux usées ? En quoi permettent-ils de s'assurer que les besoins fondamentaux de la population sont satisfaits ?

Stratégies :

- La mise en œuvre des activités relatives à la GIRE,
- L'application du principe de non gratuité de l'Eau,
- La gestion intégrée,
- Le principe de pollueur-payeur et réglementation par l'Etat,
- La programmation des activités en matière d'adduction d'eau potable et d'assainissement sur la base des priorités définies par le Budget Programme par Objectif Régional (BPOR)

Satisfaction des besoins fondamentaux de la population :

- Aucune doléance au niveau du Fokontany,
- Elaboration des BPOR consolidé par les priorités émanant de la population des collectivités décentralisées de base

4. Comment votre Gouvernement assure-t-il la transparence, l'accès à l'information et à la participation à la prise de décision concernant la gestion des ressources en eau et le traitement des eaux usées ?

- Par la diffusion des informations au Journal Officiel
- Par la décision politique par voie parlementaire, publication des politiques et stratégies, des appels d'offre,... par voie médiatique
- Par la mise en place d'un site web et d'une Système Intégrée d'Information
- Par la mise en place des métadonnées sur les ressources cartographiques permettant la création et la publication d'un catalogue de données.

5. Du point de vue de votre Gouvernement, la question de la gestion des ressources en eau et des eaux usées devrait-elle être reflétée dans les objectifs de développement durable et le cadre de développement post-2015 ?

Oui